



CHAPITRE 120

Loi concernant le Club de golf Montmagny inc.

[Sanctionnée le 21 Décembre 1979]

Préambule.

ATTENDU que le Club de golf Montmagny inc. est une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes délivrées le 16 janvier 1964;

Que le montant de son capital-actions est de 150 000 \$, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de 200 \$ chacune, dont 477 sont émises et en 2 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de 20 \$ chacune, dont 154 ont été émises;

Que toutes les actions privilégiées émises ont été rachetées;

Qu'il serait avantageux pour elle que son capital-actions soit modifié et qu'elle soit régie par une loi spéciale et par la deuxième partie de la Loi sur les compagnies;

Que, pour la bonne administration de ses biens et pour la poursuite de ses fins, il est nécessaire que des pouvoirs spéciaux lui soient octroyés;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Interprétation:

1. Dans la présente loi, les expressions et mots suivants signifient ou désignent:

«compagnie»;

a) «compagnie»: la corporation constituée sous le nom de «Club de golf Montmagny inc.» par lettres patentes du 16 janvier 1964;

«corporation»;

b) «corporation»: la compagnie continuée en existence par l'article 2;

«membre actif»;

c) «membre actif»: ceux dont la qualité est déterminée par règlement;

«membre»;

d) «membre»: une personne à qui le conseil d'administration permet de jouir des possibilités de la corporation aux conditions déterminées par règlement.

Existence
continué.

2. La compagnie est continuée en existence sous le même nom et est réputée être une corporation constituée par une loi de la Législature; les lettres patentes délivrées le 16 janvier 1964 constituant la compagnie en corporation sont annulées.

Corpo-
ration.

3. La corporation est régie par la présente loi et par les dispositions de la deuxième partie de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38) qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi; elle ne poursuit aucun but lucratif et ne peut déclarer ou payer aucun dividende.

Siège
social.

4. Le siège social de la corporation est dans la cité de Montmagny, dans le district judiciaire de Montmagny.

Objets.

5. La corporation a pour fins:

a) d'établir et de maintenir des terrains de golf et d'autres terrains de jeux que le conseil d'administration de la corporation juge utiles;

b) de fournir à ses membres et à leurs invités un milieu propice à leurs activités sociales.

Permis
d'alcool.

6. La corporation peut exploiter tout permis qui lui est octroyé par la Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec.

Autori-
sation
requis.

Toute construction, toute dépense de nature capitale, toute transaction d'achat, pour laquelle le montant excède la somme de 10 000 \$ et toute vente ou échange, sauf le cas d'expropriation, concernant les immeubles et emplacements de la corporation, doit être approuvé par règlement.

Biens
immo-
biliers.

7. Les biens immobiliers dont la corporation a droit d'être propriétaire ne doivent pas excéder en valeur 2 000 000 \$.

Capital-
actions
autorisé.

8. Le capital-actions autorisé de la corporation est de 200 000 \$, divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 200 \$ chacune.

Action-
naire.

9. Chaque actionnaire de la compagnie, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, acquiert une nouvelle action ordinaire entièrement libérée du capital-actions de la corporation pour chaque action ordinaire qu'il détient dans le capital-actions de la compagnie.

Actions.

Un tel actionnaire doit cependant céder toutes ses nouvelles actions ordinaires, sauf deux au plus, à des personnes ayant les qualités requises pour devenir membres actifs conformément aux règlements, au paragraphe c de l'article 11 et en suivant les formalités des articles 18, 19 et 20.

Annulation.

Les actions ordinaires et les actions privilégiées du capital-actions de la compagnie ainsi que les certificats des actions ordinaires émises et des actions privilégiées émises et rachetées sont annulés.

Actions non émises.

10. Les actions ordinaires non émises en vertu de l'article 9 restent dans le trésor de la corporation et sont attribuées aux personnes qui deviennent membres actifs de la corporation et souscrivent ces actions ordinaires aux termes et conditions déterminés par règlement.

Dispositions applicables.

11. Les dispositions suivantes s'appliquent aux actions ordinaires de la corporation:

- a) une action ordinaire comporte un droit de vote;
- b) une action ordinaire confère à son détenteur le droit exclusif d'être élu au conseil d'administration;
- c) tout transfert doit être fait à une personne agréée par le conseil d'administration et n'a lieu, selon qu'en décide le conseil, qu'après le paiement de tous arrérages dus à la corporation par le cédant;
- d) nul ne peut en détenir plus que deux.

Droit de vote.

12. Le droit de vote aux assemblées des actionnaires ne peut être exercé par fondé de pouvoir.

Règlements.

13. En plus des pouvoirs qui leur sont conférés par l'article 185 de la Loi sur les compagnies, les administrateurs peuvent faire des règlements pour établir diverses catégories de membres et des règlements concernant les droits d'entrée et les cotisations exigibles des membres actifs et de ceux de toute autre catégorie, de même que leurs obligations et privilèges, les conditions de leur admission, de leur suspension ou de leur expulsion.

Cotisations spéciales.

14. Le conseil d'administration peut également imposer des cotisations spéciales à ses membres mais seulement si ces cotisations sont approuvées à une assemblée générale des détenteurs des actions ordinaires.

Paiement de la cotisation.

15. Un membre actif doit payer sa cotisation et les autres sommes d'argent qu'il doit à la corporation dans les soixante jours qui suivent l'imposition de cette cotisation ou l'expédition d'un état de compte, selon le cas; lorsqu'un membre actif n'exécute pas cette obligation, le conseil d'administration peut décréter, par résolution, l'expulsion de ce membre.

Membre actif.

Tout membre actif doit payer les cotisations annuelles et les cotisations spéciales.

- 16.** Tout membre actif doit détenir au moins une et au plus deux actions ordinaires et seul un membre actif peut en détenir. Une corporation autre que celle visée à l'article 2 peut de même détenir au moins une et au plus deux actions ordinaires. Elle peut désigner, comme membres actifs, deux personnes physiques pour chaque action ordinaire qu'elle détient et ces personnes n'ont pas besoin d'être elles-mêmes actionnaires.
- 17.** Aucun membre actif qui doit des arrérages n'a le droit de voter aux assemblées des actionnaires.
- 18.** Tout membre actif qui démissionne ou est expulsé doit transférer son action ordinaire dans les douze mois qui suivent sa démission ou son expulsion, sous réserve du paragraphe c de l'article 11.
- 19.** Au cas de décès d'un membre actif, ses héritiers ou légataires doivent, dans les vingt-quatre mois qui suivent ce décès, transférer l'action ordinaire de ce membre, sous réserve du paragraphe c de l'article 11.
- 20.** À l'expiration de ces douze mois ou de ces vingt-quatre mois, selon le cas, si le transfert de l'action ordinaire n'a pas eu lieu, le conseil d'administration peut trouver un acquéreur de son choix et lui transférer cette action ordinaire, par résolution, sous réserve des dispositions de la présente loi. Le montant payable par le cessionnaire au cédant est la valeur aux livres telle que déterminée au dernier bilan annuel de la corporation précédant la démission, l'expulsion ou le décès, selon le cas.
- 21.** Le conseil d'administration peut suspendre l'obligation de payer des cotisations annuelles d'un membre actif pour une durée n'excédant pas vingt-quatre mois, lorsque ce membre actif est, pour une cause jugée valable par le conseil d'administration, incapable de jouir des possibilités de la corporation.
- 22.** Le conseil d'administration de la corporation est composé de neuf membres. Le mandat de ces membres est de deux ans.
- 23.** Les membres du conseil d'administration de la compagnie sont les membres du conseil d'administration de la corporation jusqu'à l'expiration de leur mandat.
- 24.** Au cas de liquidation de la corporation, l'actif net est distribué aux détenteurs d'actions ordinaires alors régulièrement inscrits au registre des actions ordinaires.

Appro-
bation
des rè-
glements.

25. Les règlements concernant toute modification au capital-actions de la corporation, les règlements ou les résolutions concernant toute dissolution de la corporation ou toute aliénation totale ou partielle des biens immobiliers autres que ceux qu'elle possède pour fins d'investissement, doivent, en plus des formalités prévues dans ces cas par la loi et avant d'entrer en vigueur, être approuvés par les deux tiers des détenteurs d'actions ordinaires présents à une assemblée générale convoquée à cette fin.

Entrée en
vigueur.

26. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.